

FÉDÉRATION NATIONALE DES CIVAM

CAHIER DES CHARGES DE L'ÉVÉNEMENT

“La France de Ferme en Ferme[©]”

Préambule

L'événement “La France de Ferme en Ferme” consiste à organiser deux journées portes ouvertes sur des fermes dont certaines exerçant des activités agritouristiques. Les fermes sont regroupées selon les données géographiques de leur département.

“La France de Ferme en Ferme” est une manifestation nationale, coordonnée par la FR CIVAM Rhône-Alpes, et organisée chaque année sur le territoire, au niveau de départements volontaires, par des organisateurs locaux CIVAM ou **membres associés CIVAM**. *Les membres associés sont toutes personnes physiques ou morales intéressées par les actions et la vie du mouvement CIVAM (cf statuts FN CIVAM).*

La date de l'opération est fixée chaque année au dernier week-end d'avril.

L'objectif général de l'opération “ La France de ferme en ferme ”est de :

promouvoir les dynamiques de développement durable en milieu rural.

Il s'agit en particulier de:

- promouvoir les métiers de l'agriculteur-trice sur la base des indicateurs de l'agriculture durable ;
- promouvoir les produits et les savoir-faire ;
- favoriser les démarches collectives qui s'inscrivent sur un territoire ;
- générer des rencontres et des échanges (lien ville-campagne).

Ces deux journées ont pour objectifs opérationnels :

- de promouvoir les productions et les services de la ferme en expliquant au public visiteur en quoi consistent ces activités et comment elles parviennent à faire vivre une ferme.
- d'accompagner les agriculteur-trice-s à l'accueil du public par la formation.
- d'assurer un accueil du public de qualité
- de contribuer à la découverte des divers savoir-faire, métiers et patrimoines concernés par les fermes participantes.
- de développer et de fidéliser les pratiques de consommation de qualité.
- de participer à la valorisation et au développement durable du territoire local, notamment à travers une image de qualité des produits et des services de l'agriculture.
- de permettre tout au long de l'année le développement d'une solidarité entre les participants eux-mêmes mais également entre ces derniers et les autres partenaires de la vie du territoire, en particulier les prestataires des activités d'accueil.

“La France de Ferme en Ferme” enfin, plus qu'un état d'esprit c'est une démarche collective tournée vers la qualité, la transparence sur les produits et les services, dans le désir de communiquer et de transmettre une vision de l'agriculture durable, économe et autonome à des visiteurs souvent extérieurs au monde rural.

Le présent cahier des charges a pour objet de fixer les conditions de participation à l'opération dite “La France de Ferme en Ferme”.

I. LES CONDITIONS DE CANDIDATURE

Art.1 - Catégories de candidature

L'opération "La France de Ferme en Ferme" est ouverte exclusivement à des fermes en activité inscrites (affiliées) à la MSA. Ces fermes élaborent leurs produits et/ou leurs services de façon non industrielle, dans des ateliers à taille humaine.

Les agriculteur-trice-s s'engagent à participer à une démarche de sensibilisation et d'évaluation de leurs pratiques agricoles par rapport à l'agriculture durable (Cf. Charte d'engagement du participant).

Les candidatures d'agriculteur-trice-s en exploitation 100% intégration ne sont pas admises dans "de ferme en ferme", de même que les coopératives de revente.

Les magasins de produits fermiers ne sont pas autorisés à participer entant que tels aux portes ouvertes "de ferme en ferme". Les agriculteur-trice-s impliqués dans des magasins collectifs sont invités à ouvrir leur ferme à cette occasion.

Ils sont membres d'un CIVAM ou d'une association membre associée et à jour de cotisations.

Ils s'engagent à respecter la réglementation en vigueur dans leur secteur de production.

Art.2 - Dépôt de candidature et renouvellement

Un dossier de candidature est à la disposition des personnes intéressées auprès de l'organisateur (cf. fiche 1). La candidature à l'opération "La France de Ferme en Ferme" est renouvelable chaque année. Aucun renouvellement n'est automatique d'une année sur l'autre.

Seront pris en compte en priorité les dossiers complets retournés à l'organisateur à la date limite mentionnée dans la fiche d'inscription.

II. LES CONDITIONS DE FONCTIONNEMENT DE L'OPÉRATION

Art.3 - Constitution des circuits

Dans chaque département, les participants sont regroupés par circuit. Leur élaboration prend en compte tout particulièrement :

1-La nature des productions représentées

Les règles fixées sont les suivantes : tout agriculteur-trice participant s'engage à déclarer lors de son inscription toute activité de vente permanente de produits non issus de sa ferme ou de son circuit. La vente de ces produits demeurera autorisée durant l'opération sauf dans le cas où l'un de ces produits se trouverait en concurrence directe avec une production du circuit. Dans ce cas, le produit concerné devra être retiré de la vente pendant la durée de l'opération "La France de Ferme en Ferme"

Dans tous les cas, les participants s'engagent à faire uniquement la promotion de leurs propres produits.

2-Le nombre de productions par terroir local

Afin d'éviter la multiplicité de productions identiques sur un même circuit, est préconisé :

- a) en zone où les candidatures de productions sont variées,
une même production ne doit pas dépasser les 30% du nombre total participant.
- b) en zone où les candidatures de productions identiques sont prédominantes,
une même production ne doit pas dépasser les 50% du nombre total participant.

En cas de candidatures multiples au-delà des seuils fixés, priorité sera donnée aux candidatures selon leur date d'arrivée. L'année suivante, les candidatures refusées seront examinées en priorité.

Chaque circuit désignera annuellement un pilote au sein des participants du circuit. Le pilote est le relais entre l'organisateur et les participants de son circuit (Cf. Charte d'engagement du participant).

Art.4 - Contribution financière des participants

Chaque participant désirant poser sa candidature à l'opération est tenu d'acquitter auprès de l'organisateur une participation financière pour la promotion collective dont il bénéficie. Cette contribution sera versée lors de l'inscription et pourra être conservée en cas de désistement. Compte tenu de disparités évidentes existant sur le territoire national en matière de bassins de vie et d'accessibilité entraînant des différences notables de fréquentation selon les régions, les départements, les circuits, et les productions, des différences de tarification pourront se justifier localement. Le nombre et le montant de ces tarifs pourront être révisés chaque année.

De plus, est versée par l'organisateur, pour la communication nationale, une participation par ferme, fixée par le CNPI (25 € en 2017).

Art.5 - Commissions de validation et de suivi

Dans chaque territoire sont instituées une commission de validation des candidatures et une commission de suivi.

- La commission de validation s'assure que la ferme remplit bien toutes les conditions pour participer à l'opération, et que celle-ci y est réalisable matériellement.
- La commission de suivi, mise en place par le Comité Régional de Pilotage, vérifie ou fait vérifier durant l'opération "de ferme en ferme" et sans avertissement préalable, les conditions d'application du présent cahier des charges sur un certain nombre de fermes désignées par l'organisateur. Il s'agit d'évaluer la qualité globale de la prestation, l'accueil, les abords et la signalétique, la visite, la dégustation et la vente. Il ne s'agit en aucun cas de vérifier l'ensemble de l'installation faite par l'agriculteur, notamment en matière de respect des conditions de sécurité et d'hygiène, cela étant de la responsabilité du participant.
- Il s'agit d'une démarche d'amélioration. Les fiches de suivi seront analysées, et remises à l'organisateur, qui décidera des suites à donner.

Art.6 - Calendrier technique de préparation de l'événement

Le calendrier comportant les différentes phases de la préparation et de l'exécution de l'opération "de ferme en ferme" sera à la disposition des futurs participants dans leur dossier d'inscription. Les départements proposeront un minimum de journées d'organisation et/ou de formation aux anciens et aux nouveaux participants.

Art.7 - Modification du cahier des charges

Le présent cahier des charges de l'opération "De ferme en ferme" peut être modifié par le Comité National de Pilotage de l'évènement après avis consultatif des Comités Régionaux de Pilotage et de toute personne concernée.

Art.8 - Promotion des produits à travers la restauration

La promotion des produits à travers la "petite restauration" (cf fiche 2) des visiteurs par les agricultrice-s est autorisée. L'organisateur veillera, à travers les fiches de suivi, à l'approvisionnement local des produits, et à travers les formations proposées, à la qualité de la prestation.

Art.9 - Annulation de l'opération

L'organisateur se réserve le droit d'annuler l'opération sans préavis pour des raisons conjoncturelles. En aucun cas, une compensation pour cette annulation pourra être demandée de la part des participants.

Art.10 - Application du cahier des charges

Chaque participant s'engage à respecter le présent cahier des charges et la Charte d'engagement du participant.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des clauses du présent cahier des charges, la participation aux éditions ultérieures pourra être refusée.

CHARTRE D'ENGAGEMENT DES PARTICIPANTS À L'OPÉRATION

“La France de Ferme en Ferme[©]”

Je participe aux portes-ouvertes “La France de Ferme en Ferme” dans mon département, dans ce cadre je suis responsable de l'accueil sur ma ferme, et je m'engage :

1-Durant la préparation de l'opération :

- à participer aux journées de formation et de préparation de l'opération.
 - à participer à l'auto-évaluation de mes pratiques agricoles par rapport à l'agriculture durable (Cf. Fiche 3 : "De ferme en ferme et l'agriculture durable")
 - à participer à au moins une demi-journée d'action de promotion collective (foire, salon, marché...) si cela est prévu lors des journées de formation / organisation.
 - à participer à titre personnel à la promotion par la diffusion des documents d'information (dépliants...)
 - à réaliser un fléchage lisible pour faciliter l'accès à ma ferme et à participer à la mise en place de la signalétique du circuit. Le matériel payant est fourni par l'organisateur.
 - à poser la veille de l'opération, au plus tôt, les panneaux de signalisation et à les enlever **au plus tard le lendemain** de l'opération, en respectant les préconisations données pour la pose.
 - à réaliser un épouvantail dont le thème reflète mon activité (marque visible de l'opération à destination des visiteurs) qui devra être placé à l'entrée de la ferme.
 - à mettre en valeur les abords de ma ferme (rangement, nettoyage, fleurissement etc.).
 - à ne concevoir la promotion (jeux, tombola, publicité) de l'opération qu'en tant que démarche collective de l'ensemble d'un groupe formé (circuit), et non de manière individuelle et dans le cadre d'un groupe restreint.
- Etant précisé qu'il est créé par élection de l'ensemble des membres d'un circuit, un poste de pilote dont la mission est de coordonner les acteurs de son circuit. Les participants s'engagent à respecter l'autorité et la charge de ce pilote élu par eux en se souvenant que ce poste est bénévole et demande beaucoup de travail et d'investissement au service de la collectivité.

2-Lors du déroulement de l'opération :

- à ouvrir ma ferme aux visites du samedi matin au dimanche soir, quelles que soient les conditions météorologiques.
- à mobiliser un certain nombre de personnes pour l'organisation et la gestion de ces journées, mais sans que ces dernières ne soient présentes pour promouvoir une autre ferme que celle visitée. Il est recommandé de signaler toutes les personnes participant à l'organisation de la ferme, afin de faciliter le déplacement des visiteurs (badge, chapeau, tee-shirt...).
- à aménager une aire de parking provisoire et à prévoir l'accès aux sanitaires pour les visiteurs.
- à aménager un point d'accueil abrité afin de pouvoir constituer les groupes pour les visites.
- à offrir une visite commentée des différentes activités de la ferme, les conditions de vie et de travail, les aspects techniques de la production et de la transformation (durée de 15 mn à 1 heure au maximum). Cette visite devra être préparée avec soin. De plus, elle sera obligatoirement menée par le ou la responsable de l'exploitation, ou le spécialiste de la partie.
- à compter le nombre de visiteurs de ma ferme pendant le week-end (adultes, enfants).
- à réaliser des panneaux explicatifs du mode d'exploitation (des supports peuvent être prévus tels que vidéo, diapos photos, visuels...), et à afficher mon engagement au cahier des charges de l'opération, et à toute autre charte valorisant les produits et activités de la ferme.
- à présenter une carte générale de mon circuit sur laquelle est matérialisée la ferme ainsi que toutes celles du circuit.

- à communiquer au public le portrait de ma ferme selon l'évaluation que j'aurais faite par rapport à l'agriculture durable.
- à ne proposer des animations sur ma ferme que si elles ont un rapport direct avec les productions et les activités habituelles de ma ferme. En aucun cas, elles ne doivent prendre le pas sur la visite de la ferme, et contribuer à fixer exagérément les visiteurs sur place, afin de laisser ceux-ci évoluer sur les circuits.
- à être en conformité avec les réglementations en vigueur sur les plans de la sécurité et de l'hygiène et à fournir à l'organisateur une attestation de mon assurance, précisant que je suis couvert pour ma participation à l'opération.

a) dégustation :

- à faire déguster gratuitement les produits de ma ferme.
- Pour les fermes qui vendent leurs produits à une coopérative ou à un affineur, et ne peuvent en garantir la traçabilité, la dégustation de ceux-ci est interdite lors de l'opération.
- Pour les fermes dont les productions ne sont généralement pas comestibles (plantes, mohairs, etc.), une promotion gratuite liée au produit devra être réalisée.
- Enfin, pour les fermes produisant des services (fermes équestres, gîtes, etc.), un avant-goût des services devra être proposé gratuitement (atelier de démonstration, balade...).

b) vente :

- à proposer à la vente les produits ou services issus de ma ferme (Cf. article 3), à l'exception de tout autre produit, sauf cas précisé dans l'article 3 du cahier des charges.
- Pour les fermes qui vendent leurs produits à une coopérative ou à un affineur, et ne peuvent en garantir la traçabilité, la vente de ceux-ci est interdite lors de l'opération, sauf pour les coopératives de compétences locales.

Les marchés à la ferme sont interdits, car incompatibles avec cette opération de promotion.

3-Après l'opération :

- à communiquer les résultats chiffrés du week-end à l'organisateur dès le lendemain de l'opération.
- à continuer le processus d'évaluation et d'évolution de mes pratiques agricoles par rapport à l'agriculture durable, en lien avec l'organisateur.
- à participer à toute réunion de bilan de l'opération afin de la conclure utilement et de permettre ainsi une meilleure réussite de l'opération suivante.

Tous ces points feront l'objet d'un suivi lors de la préparation et de la réalisation de "La France de Ferme en Ferme" qui pourra conditionner l'acceptation d'une future candidature.

Je soussigné, _____, déclare avoir pris connaissance du cahier des charges 2017 de "La France de Ferme en Ferme" et d'en respecter toutes les clauses.

Le :

Signature :

CHARTRE D'ENGAGEMENT DES PARTICIPANTS À L'OPÉRATION

“La France de Ferme en Ferme[©]”

Je participe aux portes-ouvertes “La France de Ferme en Ferme” dans mon département, dans ce cadre je suis responsable de l'accueil sur ma ferme, et je m'engage :

1-Durant la préparation de l'opération :

- à participer aux journées de formation et de préparation de l'opération.
 - à participer à l'auto-évaluation de mes pratiques agricoles par rapport à l'agriculture durable (Cf. Fiche 3 : "De ferme en ferme et l'agriculture durable")
 - à participer à au moins une demi-journée d'action de promotion collective (foire, salon, marché...) si cela est prévu lors des journées de formation / organisation.
 - à participer à titre personnel à la promotion par la diffusion des documents d'information (dépliants...)
 - à réaliser un fléchage lisible pour faciliter l'accès à ma ferme et à participer à la mise en place de la signalétique du circuit. Le matériel payant est fourni par l'organisateur.
 - à poser la veille de l'opération, au plus tôt, les panneaux de signalisation et à les enlever **au plus tard le lendemain** de l'opération, en respectant les préconisations données pour la pose.
 - à réaliser un épouvantail dont le thème reflète mon activité (marque visible de l'opération à destination des visiteurs) qui devra être placé à l'entrée de la ferme.
 - à mettre en valeur les abords de ma ferme (rangement, nettoyage, fleurissement etc.).
 - à ne concevoir la promotion (jeux, tombola, publicité) de l'opération qu'en tant que démarche collective de l'ensemble d'un groupe formé (circuit), et non de manière individuelle et dans le cadre d'un groupe restreint.
- Etant précisé qu'il est créé par élection de l'ensemble des membres d'un circuit, un poste de pilote dont la mission est de coordonner les acteurs de son circuit. Les participants s'engagent à respecter l'autorité et la charge de ce pilote élu par eux en se souvenant que ce poste est bénévole et demande beaucoup de travail et d'investissement au service de la collectivité.

2-Lors du déroulement de l'opération :

- à ouvrir ma ferme aux visites du samedi matin au dimanche soir, quelles que soient les conditions météorologiques.
- à mobiliser un certain nombre de personnes pour l'organisation et la gestion de ces journées, mais sans que ces dernières ne soient présentes pour promouvoir une autre ferme que celle visitée. Il est recommandé de signaler toutes les personnes participant à l'organisation de la ferme, afin de faciliter le déplacement des visiteurs (badge, chapeau, tee-shirt...).
- à aménager une aire de parking provisoire et à prévoir l'accès aux sanitaires pour les visiteurs.
- à aménager un point d'accueil abrité afin de pouvoir constituer les groupes pour les visites.
- à offrir une visite commentée des différentes activités de la ferme, les conditions de vie et de travail, les aspects techniques de la production et de la transformation (durée de 15 mn à 1 heure au maximum). Cette visite devra être préparée avec soin. De plus, elle sera obligatoirement menée par le ou la responsable de l'exploitation, ou le spécialiste de la partie.
- à compter le nombre de visiteurs de ma ferme pendant le week-end (adultes, enfants).
- à réaliser des panneaux explicatifs du mode d'exploitation (des supports peuvent être prévus tels que vidéo, diapos photos, visuels...), et à afficher mon engagement au cahier des charges de l'opération, et à toute autre charte valorisant les produits et activités de la ferme.
- à présenter une carte générale de mon circuit sur laquelle est matérialisée la ferme ainsi que toutes celles du circuit.
- à communiquer au public le portrait de ma ferme selon l'évaluation que j'aurais faite par rapport à

l'agriculture durable.

- à ne proposer des animations sur ma ferme que si elles ont un rapport direct avec les productions et les activités habituelles de ma ferme. En aucun cas, elles ne doivent prendre le pas sur la visite de la ferme, et contribuer à fixer exagérément les visiteurs sur place, afin de laisser ceux-ci évoluer sur les circuits.
- à être en conformité avec les réglementations en vigueur sur les plans de la sécurité et de l'hygiène et à fournir à l'organisateur une attestation de mon assurance, précisant que je suis couvert pour ma participation à l'opération.

a) dégustation :

- à faire déguster gratuitement les produits de ma ferme.
- Pour les fermes qui vendent leurs produits à une coopérative ou à un affineur, et ne peuvent en garantir la traçabilité, la dégustation de ceux-ci est interdite lors de l'opération.
- Pour les fermes dont les productions ne sont généralement pas comestibles (plantes, mohairs, etc.), une promotion gratuite liée au produit devra être réalisée.
- Enfin, pour les fermes produisant des services (fermes équestres, gîtes, etc.), un avant-goût des services devra être proposé gratuitement (atelier de démonstration, balade...).

b) vente :

- à proposer à la vente les produits ou services issus de ma ferme (Cf. article 3), à l'exception de tout autre produit, sauf cas précisé dans l'article 3 du cahier des charges.
- Pour les fermes qui vendent leurs produits à une coopérative ou à un affineur, et ne peuvent en garantir la traçabilité, la vente de ceux-ci est interdite lors de l'opération, sauf pour les coopératives de compétences locales.

Les marchés à la ferme sont interdits, car incompatibles avec cette opération de promotion.

3-Après l'opération :

- à communiquer les résultats chiffrés du week-end à l'organisateur dès le lendemain de l'opération.
- à continuer le processus d'évaluation et d'évolution de mes pratiques agricoles par rapport à l'agriculture durable, en lien avec l'organisateur.
- à participer à toute réunion de bilan de l'opération afin de la conclure utilement et de permettre ainsi une meilleure réussite de l'opération suivante.

Tous ces points feront l'objet d'un suivi lors de la préparation et de la réalisation de "La France de Ferme en Ferme" qui pourra conditionner l'acceptation d'une future candidature.

Je soussigné, _____, déclare avoir pris connaissance du cahier des charges 2017 de "La France de Ferme en Ferme" et d'en respecter toutes les clauses.

Le :

Signature :

FICHE 1

L'Organisation de "La France de Ferme en Ferme[©]"

"De ferme en ferme" est une marque déposée à l'Institut National de la Propriété Industrielle (INPI) au nom du CIVAM "En avant la Drôme des collines", association loi de 1901.

Une convention lie cette association à la Fédération Nationale des CIVAM, aux termes de laquelle la FN CIVAM porte et coordonne l'opération "De ferme en ferme" au niveau national. **Cette coordination est déléguée à la FR CIVAM Rhône-Alpes**, qui est également signataire de la convention.

Les organisateurs locaux peuvent être une association CIVAM, une association membre associé CIVAM (au titre de l'article 4 "Composition, admission, exclusion" des statuts de la FNCIVAM).

Composition du dossier de candidature

Un dossier de candidature sera envoyé par l'organisateur aux participants de l'édition précédente ainsi qu'à toute personne qui en fera la demande.

Ce dossier sera composé des pièces suivantes :

- le présent cahier des charges national de l'événement "La France de ferme en ferme" et ses fiches;
- le règlement intérieur local, s'il existe;
- la Charte d'engagement des participants à l'opération en deux exemplaires (un à conserver, l'autre à renvoyer);
- la Charte du réseau de l'Agriculture Durable;
- le calendrier des phases de préparations à l'opération;
- la fiche d'inscription;
- les documents concernant le prix d'inscription;
- une lettre d'accompagnement;
- l'attestation d'adhésion pour l'année en cours à un CIVAM ou association membre associé CIVAM, ou le cas échéant, l'engagement d'adhésion.

La plaquette de présentation du réseau CIVAM et de ses activités y sera jointe.

Nombres de participants

L'organisateur organisera la formation de "De Ferme en Ferme". Aucune restriction ne sera effectuée concernant le nombre de participants à cette opération. Seule la sur-représentation des productions sur un terroir donné sera motif de restriction du nombre de participants.

Comité National de Pilotage

Il est créé un Comité National de Pilotage, composé des structures organisatrices de l'opération, de la FN CIVAM, et du CIVAM En Avant la Drôme des Collines. **Il est l'outil technique de la FN CIVAM** pour organiser et coordonner l'opération au niveau national. Il est chargé de faire évoluer "La France de ferme en ferme" et son cahier des charges après chaque édition.

Comités Régionaux de Pilotage

Dans chaque fédération régionale des CIVAM, un Comité Régional de Pilotage est constitué, composé d'un représentant des circuits de l'édition précédente de l'opération et, du ou des animateur-trice-s concernés.

Le Comité Régional de Pilotage est constitué sous la forme d'une commission de la fédération régionale des CIVAM. Il s'agit d'une instance de consultation et de décision.

Le Comité Régional de Pilotage, formé de personnes connaissant bien les conditions de terrain et représentant les diverses problématiques locales, a pour rôle :

- l'**agrément de l'organisateur** retenu localement pour organiser l'opération;
- l'arbitrage des litiges ne pouvant être réglés au niveau départemental;
- la mise en place des fiches de suivi;

Organisateur local

Il s'agit du CIVAM, ou membre associé CIVAM, retenue par le Comité Régional de Pilotage pour organiser l'opération localement.

Il peut mettre en place un Comité Départemental de Pilotage, qui sera en charge du suivi de l'opération. Il définira lui-même la répartition des rôles entre la structure organisatrice et le CDPI.

Il lui revient la charge de réceptionner les candidatures et de les valider grâce à la commission de validation.

La notification d'acceptation sera adressée aux candidats après réunion de la commission de validation et la fin des recours possibles. Les dossiers non retenus seront renvoyés accompagnés du chèque de participation à l'opération.

Les décisions de l'organisateur local ne sont pas tenues d'être justifiées mais un recours est possible devant le Comité Régional de Pilotage puis devant le Comité National de Pilotage dans les huit jours suivant la notification de refus du Comité Régional de Pilotage. D'autre part, un dossier de candidature éliminé peut être présenté à nouveau l'année suivante.

Lorsque l'organisation de l'opération est répartie entre plusieurs structures, départementales et/ou régionales, une convention doit préciser les rôles et missions de chacun.

Calendrier administratif

Le calendrier administratif de l'opération s'établit comme suit :

- agrément des organisateurs régionaux par le Comité National de Pilotage**;
- agrément des organisateurs locaux retenus par le Comité Régional de Pilotage, ou par le Comité National de Pilotage s'il n'existe pas de comité régional;
- envoi par l'organisateur local des dossiers d'inscription aux anciens participants et aux nouveaux postulants;
- renvoi par l'organisateur local des agréments de candidature et convocation à la première réunion de circuit pour les dossiers retenus. Notification de renvoi et retour des chèques d'inscription pour les candidatures non retenues;
- élection des nouveaux pilotes par vote à bulletin secret au cours de la première réunion, par les membres du circuit. Les anciens pilotes sont rééligibles.

Les organisateurs locaux doivent s'assurer de l'application du présent cahier des charges.

FICHE 2

La Petite Restauration lors de “La France de Ferme en Ferme[©]”

Soucieux de ne pas faire une concurrence déloyale à d'autres acteurs économiques du territoire concerné, le présent cahier des charges interdit de servir des repas, assis et servis, sur les fermes pendant l'opération sauf, bien entendu, aux producteurs bénéficiant à l'année d'un agrément de restauration (restaurant, ferme - auberge) et servant ces repas dans une salle aménagée.

La vente d'assiettes et de casse-croûte est tolérée à la condition que les produits issus de la ferme, du circuit auquel appartient l'agriculteur-trice qui les vend, et les produits d'autres participants à l'opération soient privilégiés.

L'assiette ou le casse-croûte devra être vendu à un prix raisonnable. Le non-respect de ces dispositions peut entraîner l'interdiction de participation à l'édition suivante de l'opération "de ferme en ferme". Cette vente est organisée par les fermes participantes. Cette fiche les guide dans la mise en oeuvre de cette vente mais l'organisateur ne saurait être responsable d'un dysfonctionnement lié à la vente d'assiettes ou de casse croûtes.

Demandes d'autorisations :

Pour faire de la vente d'assiettes et de casse-croûte, vous devez impérativement demander une licence petite-restauration en mairie quelques semaines avant l'évènement.

Cette licence vous permet d'accompagner vos assiettes/casse-croûte de boissons alcoolisées des Groupes 2 et 3 : boissons fermentées non distillées et vins doux naturels, vin, bière, cidre, poiré, hydromel, crème de cassis, muscat, jus de fruits comportant jusqu'à 3° d'alcool, vin de liqueurs, apéritif à base de vin, liqueur de fruits comprenant moins de 18° d'alcool.

Dans le cas où vous prendriez d'autres dispositions allant à l'encontre de cette réglementation, vous vous positionnez de fait hors du champ légal. Dans ce cas, c'est votre propre responsabilité que vous engagerez.

FICHE 3

“La France de Ferme en Ferme[®]” et l’agriculture durable

L'opération "la France de ferme en ferme" a pour objectif général de promouvoir les dynamiques de développement durable en milieu rural.

Afin de remplir cet objectif, il est important que les participants à l'opération soient sensibilisés aux notions de développement et d'agriculture durable. La participation à cette opération implique également de pratiquer une "auto-évaluation" de ses pratiques agricoles par rapport aux critères de l'agriculture durable. Cette auto-évaluation fera l'objet d'une communication auprès du public lors du déroulement de l'opération, afin d'engager le dialogue sur ce thème.

Rappel théorique :

Le concept de développement durable est apparu dans le rapport Bruntland en 1987 : il tend à "satisfaire les besoins des générations présentes sans compromettre les chances des générations futures à répondre aux leurs". Les chefs d'Etats réunis à Rio en 1992 appellent à un nouveau mode de croissance économique, capable de concilier développement et environnement.

L'agriculture durable découle de ces concepts, et peut être résumée par une forme d'agriculture qui soit :

- économiquement viable ;
- socialement vivable et équitable ;
- écologiquement saine.

Lors de la préparation de l'opération "la France de ferme en ferme"

Dans le cadre de l'opération de portes-ouvertes, il est convenu ceci :

1/Lors de l'inscription, l'agriculteur s'engage à :

- respecter la réglementation en vigueur dans son secteur de production ;
- respecter le cahier des charges de l'opération, et le règlement intérieur s'il existe ;
- entreprendre une démarche d'évaluation de sa situation par rapport à l'agriculture durable par une appréciation qualitative de ses pratiques.

2/Lors de la préparation de l'opération :

- la structure organisatrice s'engage à proposer des outils pour approfondir l'évaluation : formation, diagnostic formalisé, visites de terrain...

3/Pendant les deux jours de l'opération :

- l'agriculteur s'engage à communiquer au public les résultats de son évaluation, sous forme d'un portrait reprenant les critères évalués (socio-territoriaux, économiques et environnementaux).

4/Après l'opération :

- les agriculteurs et les organisateurs se donnent les moyens de continuer le processus d'évaluation et d'évolution.

ANNEXE AU CAHIER DES CHARGES DE L'OPÉRATION "LA FRANCE DE FERME EN FERME"



Charte de l'agriculture durable

**L'agriculture durable répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de satisfaire les leurs.
Elle est l'application du concept de développement durable à l'agriculture.**

L'agriculture durable répond aux attentes actuelles de la société. Elle est économiquement performante, écologiquement saine et socialement équitable.

L'agriculteur engagé dans cette démarche produit selon les potentialités naturelles des sols et recherche l'équilibre optimal entre le sol, les plantes et les animaux sur son exploitation.

Bon pour le consommateur

Toute personne a le droit à une alimentation saine et de qualité. C'est une des fonctions essentielles de l'agriculture. Les agriculteurs ont le devoir d'offrir des produits sains et de qualité aux consommateurs. L'agriculture durable s'y engage.

La culture d'organismes génétiquement modifiés (OGM) est interdite. De même, les aliments animaux sont garantis sans OGM. Les hormones, les antibiotiques et les farines animales sont exclus de l'alimentation animale.

L'agriculteur s'engage à respecter un cahier des charges, qui concerne la globalité de son exploitation. Les cahiers des charges, par production, sont élaborés en commun entre consommateurs, producteurs, protecteurs de l'environnement et professionnels de la santé.

Bon pour la nature

L'agriculture durable repose sur des systèmes de production et des pratiques agronomiques qui respectent l'environnement et préservent les ressources naturelles.

L'utilisation de pesticides (désherbants, insecticides, fongicides) est fortement réduite.

La fertilisation (engrais) est limitée et équilibrée. Elle est adaptée aux besoins des plantes.

Bon pour la vie de nos campagnes

L'agriculture durable est pratiquée uniquement par des exploitations à taille humaine (pas de structures industrielles). Nos campagnes restent vivantes avec des agriculteurs plus nombreux.

Les agriculteurs s'engagent à ouvrir leur ferme au grand public et à la transparence, tant sur les modes de production que sur les modes de commercialisation. La valeur ajoutée est répartie équitablement tout au long de la filière.

Les agriculteurs participent à des groupes pour échanger leurs expériences avec d'autres agriculteurs et s'impliquent dans la formation des jeunes : témoignage, accueil de stagiaires...
L'agriculteur participe à la vie locale et au développement de son territoire.

L'agriculteur s'engage à favoriser la transmission de son exploitation. Maintenir l'emploi en milieu rural est une priorité pour l'agriculture durable.

Conseils sécurité pour l'opération “La France de Ferme en Ferme[©]”

Introduction :

Cette fiche a été rédigée dans l'objectif d'accompagner les participants à l'opération De ferme en ferme dans l'organisation de la porte ouverte. **Il s'agit de conseils et de préconisations, et non d'obligations.** Chacun est tenu en outre de respecter les réglementations en vigueur, en matière de sécurité des personnes, sanitaires, liées aux bâtiments ou à la production. Nous vous invitons également à vérifier les conditions de vos assurances et les obligations éventuellement imposées par celles-ci.

1/ Prévention des personnes habilitées /assurance :

- Demander à votre assureur une attestation d'assurance spécifique à l'évènement
- Prévenir votre Maire par courrier, éventuellement pompiers et / ou gendarmes

2/ Préparation des abords de la ferme :

- Répertoire et ranger tout ce qui peut être dangereux (matériel, objets tranchants, produits...)
- Signaler et interdire l'accès vers les éléments ou lieux porteurs de risques (rubalise)
- Afficher des panneaux de recommandations
- Sécuriser les chemins empruntés par les visiteurs (boucher les trous)
- Vérifier la stabilité des éléments à risques (bottes, barrières, décorations...)
- Remiser le matériel à l'écart du flux de visiteurs, débrancher, enlever les clefs des véhicules...
- Interdire l'accès aux zones privées
- Faire une visite de vérification du site avant l'opération

3/ Bâtiments accueillants du public :

- Vérifier le respect des normes électriques
- Eviter l'accès aux bâtiments de stockage, afficher un panneau interdiction de fumer
- Prévoir des extincteurs visibles et opérationnels
- Réfléchir à un plan d'évacuation (issue de secours)
- Estimer le maximum de personnes pouvant être accueillies selon la capacité du bâtiment
- Respecter les normes d'utilisation des châpiteaux, vérifier les fixations, les fermer s'ils sont vides

4/ Les animaux :

- Eloigner les animaux à risques, dangereux
- Vérifier les clôtures, barrières
- Mettre en place des distances de sécurité, afficher des panneaux de recommandations
- Assurer le suivi sanitaire des animaux
- Prendre les mesures d'hygiène qui s'imposent, renoncer à participer à l'opération si le risque est avéré
- En cas d'élevage de petits ruminants, être vigilant sur la transmission de maladies (fièvre Q), limiter les risques

5/ Le public, premiers secours :

- Prévoir une trousse de secours
- Mettre à jour ses connaissances en prévention et secours civique (PSC 1)
- Prévoir l'accès des secours (plan de circulation)
- Avoir un point d'eau potable accessible

6/ Les voitures :

- Evaluer le niveau de risques de l'accès au lieu de stationnement, et organiser le stationnement en conséquence (panneaux de signalisation, sens de circulation, rubalise pour séparer l'espace piétons...)

- Prévoir une ou plusieurs personnes pour orienter les conducteurs
- Vous êtes responsable de l'état d'ébriété des conducteurs (prévoir des éthylotests, refuser de servir)
- Afficher des panneaux de recommandations (l'abus d'alcool est dangereux pour la santé)

7/ Les dégustations / repas :

- Respecter les normes d'hygiène (voir fiche sécurité sanitaire et alimentaire)
- Afficher la liste des produits proposés et notamment les allergènes

Voici un rappel de quelques règles et points de vigilances à ne pas oublier lors du weekend (Source CIVAM 26, formation DDPP).

> Santé animale :

Soyez vigilant sur l'état sanitaire de votre troupeau avant et pendant De Ferme en Ferme. Gardez en tête que les visiteurs touchent les animaux et peuvent véhiculer des germes d'élevage en élevage. Proposez si possible aux visiteurs un point d'eau pour se laver les mains avant de quitter votre ferme. Pensez aussi à la possibilité de séparer quelques animaux du troupeau pour les caresses, puis de les garder en quarantaine quelques jours après l'opération afin d'éviter tout risque de contamination de votre cheptel.

> Dégustation : Maintenez vos produits à la température adaptée jusqu'au moment de les servir (« température de vente » définie dans votre plan de maîtrise sanitaire). Attention aux préparations à l'avance (toasts,...) : stockez-les au frais sous film plastique et ne les sortez qu'au dernier moment. Lavez-vous les mains le plus régulièrement possible. De préférence, ne laissez pas les visiteurs se servir eux-mêmes : tendez-leur le toast ou la cuillère de miel, vous éviterez la contamination de l'assiette ou du pot entier. Les fermes qui ne sont pas connectées au réseau (utilisation d'une source,...) ne peuvent pas servir leur eau à boire au public (ni l'utiliser pour les préparations) sauf autorisation préfectorale.

> La petite restauration :

Servir des casse-croûtes ou des assiettes froides ne s'improvise pas. Pour certains d'entre vous, De Ferme en Ferme est le seul moment dans l'année où vous proposez de la petite restauration. Réfléchissez bien à l'avance à la manière dont vous organiserez le stockage des denrées, la préparation et le service afin d'éviter les risques de contamination.

> Stockage : La plupart des denrées alimentaires fraîches (viandes, etc...) se conservent entre 0 et +4°C, sauf la volaille qui doit être maintenue entre 0 et +2°C. Vous devez être équipé de chambres froides adaptées à la température d'entreposage des produits. Attention, les réfrigérateurs ménagers ne sont pas suffisamment puissants ! La température des chambres froides doit être enregistrée tous les jours de conservation.

> Préparation : pour un événement ponctuel comme De Ferme en Ferme, vous ne disposez généralement pas d'un local de préparation spécifique à la restauration. Lors du week-end, la pièce que vous utiliserez pour la préparation des assiettes ne doit servir qu'à cela (la cuisine pour les bénévoles doit se faire dans un autre lieu). Veillez à toujours séparer les produits souillés des produits prêts à l'emploi. Commencez toujours par manipuler les produits cuits avant de toucher les produits crus. Les personnes qui préparent les repas et qui les servent doivent porter une tenue adaptée (couleur claire, protection des mains et des cheveux).

Attention : les oeufs que vous utilisez dans vos préparations doivent obligatoirement avoir été traités dans un centre d'emballage des oeufs agréé (CEO). Lorsque vous complétez vos assiettes avec les produits d'autres participants, veillez à respecter les règles suivantes : lorsque vous achetez des denrées à d'autres producteurs, vérifiez auprès d'eux qu'ils sont agréés, ou s'ils bénéficient d'une dérogation, que les conditions de la dérogation soient respectées. Veillez à ce que le produit soit étiqueté et daté avec le numéro de lot. Respectez les conditions de conservation spécifiques du produit.

Rappel : seuls les producteurs qui disposent d'un agrément (estampille ovale) peuvent vendre leurs produits à des intermédiaires (magasins, restaurants, autres producteurs,...). Sans agrément, seule la vente directe est autorisée. Il est possible d'obtenir une dérogation qui vous permet de vendre à des intermédiaires dans un rayon de 80 km et dans une limite de 30% de votre production.

Si vous avez un doute sur la réglementation en vigueur, contactez votre DDPP (Direction Départementale de Protection des Populations).